



Malick Sankhon met fin à la polémique :

Le Rpg est ouvert à tout le monde

Page 6



Pour leur lune de miel

Khady Diop et l'élu de son cœur en Europe

Page 9



Le Professeur Alpha Condé et les étudiants

Parler avec le cœur pour s'adresser à la raison

Page 2

le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°565 • LUNDI 5 JUIN 2017 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

".... donner à chaque étudiant guinéen la possibilité d'étudier en toute sérénité"



Un Etudiant | Une Tablette

Professeur contre étudiants "mal éduqués"

Page 10



Big Up et son fils dans une vidéo qui fait scandale !

Page 10



Amélioration de la capacité de production d'eau potable à Conakry

Le Japon appuie la SEG

Page 3

LES ÉTUDIANTS PUBLIQUES

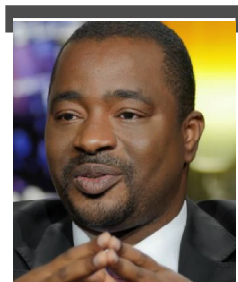
Justice guinéenne: de bonnes réformes, mais bof !
Le ministre guinéo-français Cheick Sako marque des points. Il est animé de bonnes intentions. Mais son handicap se trouve dans le fait qu'il est dans une barque dirigée par quelqu'un qui aime tout pour lui et lui seul. Et son jeu politique sounois doublé du manque de respect de ses engagements et de ses promesses troublement le peu d'acquis qu'il réalise.

Les 5,500 millions de dollars US de l'Usaid...

Les américains n'ont pas encore oublié l'affaire des pick-ups détournés par un baron du régime Alpha Condé. C'est pour tout cela que pour les investissements réalisés par le HC3 dans la réhabilitation de 23 structures sanitaires à l'intérieur du pays, l'Usaid exige qu'un suivi correct et régulier soit effectué par les représentants de l'Etat. Mais, au finish, ç'aurait été plus réaliste si une plateforme de la société civile moins corrompue comme celle dirigée par un certain Salmama Diallo prenait l'initiative de rendre compte de la gestion que l'on fera de ces structures.

Le Professeur Alpha Condé et les étudiants Parler avec le cœur pour s'adresser à la raison

La rencontre entre le Président de la République, le professeur Alpha Condé et les étudiants, à l'occasion du premier forum de l'étudiant guinéen n'était pas celle d'un Chef de l'Etat face à sa jeunesse dans la solennité des grands jours, de la gravité de certaines circonstances. L'on retiendra plutôt un rendez-vous inattendu et passionnel entre des enfants dissipés et décidés à obtenir de leur père un "cadeau" et celui-ci déçu que dans sa grande famille certains manquent de retenue en sa présence devant des invités étrangers. Cependant, l'arbre de cet incident isolé et malheureux mais fréquent de nos jours dans nos sociétés exigeantes avec une jeunesse très bouillante ne doit pas cacher la forêt de toute l'attention que le professeur Alpha Condé porte aux problèmes de la jeunesse qui lui importent à lui, plus qu'à n'importe qui. C'est pourquoi, pour qui le connaît – pas du tout rancunier et paternaliste –, la



Tibou Kamara
Ministre d'Etat, conseiller personnel du professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée

mesure de suspension de l'attribution des tablettes pour lui, comme on serait tenté de le croire, ne signifie pas qu'il renonce à son engagement ou qu'il entre en conflit avec les étudiants. C'est juste un "dépit amoureux" avec l'espoir que chacun comprendra que le bon père est celui qui sait manier le bâton et la carotte. Il n'y a donc

pas de doute au risque de pénaliser la majorité silencieuse des étudiants qui continuent à croire à la campagne "d'un étudiant, une tablette", sont disciplinés et demeurent concentrés sur leur avenir, le Chef de l'Etat remplira son contrat aussi bien pour les tablettes que d'autres liés au bien-être matériel et moral de tous les Guinéens, en particulier, les Etudiants, notre commun devenir. A ce propos, il appartient à toute personne investie de la confiance du professeur Alpha Condé de bien expliquer et faire comprendre son action et ses engagements et surtout par l'effort et les actes, au quotidien, de l'aider à honorer tous ses engagements, car un homme seul animé de toutes les bonnes intentions n'a pas souvent les moyens d'agir et vite.

Comprendre avant de juger

Le Président de la République, il ne faut pas l'oublier, est professeur donc pédagogue, éducateur, formateur. C'est en cette qualité qu'il s'est adressé aux étudiants – ses enfants aussi – en faisant sien l'adage : "Qui aime bien châtie bien". Il a voulu juste exprimer un regret pour l'impatience des étudiants à propos des tablettes qu'il s'est engagé à leur offrir. Il y a un énorme malentendu parce que l'engagement de doter chaque étudiant d'une tablette procède de sa volonté propre et devrait se faire pendant 5 ans. C'est donc un processus dans lequel les étudiants eux-mêmes sont impliqués par leur apport personnel, seuls les meilleurs d'entre eux pouvant bénéficier des tablettes à titre gracieux. Maintenant que le ministère affirme avoir commencé à recevoir les tablettes, n'est-il pas temps d'en informer l'opinion compte tenu de la polémique sur le sujet ? Le Chef de l'Etat ne devrait-il pas, directement interpellé, faire une remise officielle des tablettes aux bénéficiaires pour joindre l'acte à la parole ?

Qu'à Cela ne tienne ! Pour le professeur Alpha Condé, connu pour parler vrai et direct, les étudiants dont il connaît l'esprit frondeur et iconoclaste pour l'avoir été – demeurent une priorité comme il l'a rappelé dans la mesure où ils sont porteurs d'avenir à condition qu'ils soient bien formés et respectent des valeurs d'éthique et de civisme. C'est dans ce cadre que se situe le programme de construction des universités régionales, une par région naturelle, 4, au total. Pour le Président Alpha Condé, l'étudiant d'aujourd'hui qui sera le responsable de demain est appelé à donner le bon exemple afin de mériter la confiance de leurs encadreurs et d'être la fierté de toute la nation. C'est le sens de certaines de ses critiques empreintes d'aucune acrimonie ou méchanceté, c'est aussi le but recherché dans tous les exercices d'évaluation de notre système éducatif qu'il est le premier à souhaiter performant parce qu'il sait que la nouvelle génération l'attend là, l'histoire le jugera aussi là. Enfin, le Président de la République n'a pas de problème avec l'école guinéenne et n'a de conflit avec aucun étudiant patriote et responsable. C'est pourquoi, il entend faire le tour des instituts d'enseignement et des universités pour engager un échange qui lui permettra de partager ses préoccupations à propos de l'avenir de notre jeunesse et recueillir par la même occasion les attentes et doléances des élèves et étudiants pour leur plein épanouissement. Comme à son habitude, et tout au long de son histoire, sans l'intention déliée de choquer ou offenser, le Professeur Alpha Condé a souvent parlé avec son cœur pour s'adresser à la raison de chacun et de tous.

Tibou Kamara
Ministre d'Etat, conseiller personnel du professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée

Séraphine Wakana, un modèle pour l'étudiant

Mme Séraphine Wakana, coordinatrice du Système des Nations Unies en Guinée de «par son leadership» a été choisie parmi les modèles par le Forum de l'étudiant guinéen tenu à Conakry du 1er au 3 juin 2017 au Palais du peuple. A ce titre, elle a participé dans l'après-midi du vendredi 2 juin 2017 à un panel dénommé Atelier des modèles en compagnie du ministre directeur de cabinet à la Présidence de la République Ibrahima Kalil Kaba, de l'écrivain et ancien ministre de l'Enseignement supérieur Baillo Téliwel Diallo, de la syndicaliste et ancienne ministre de la Fonction publique Mariama Penda Diallo, et de Sansy Kaba, directeur de



Mme Séraphine Wakana
devient un modèle pour l'étudiant guinéen
Photo: A.M.Diallo

L'Harmattan Guinée. Chaque paneliste devait parler de son parcours devant un parterre d'étudiants très intéressés. Ainsi, Mme Séraphine Wakana est revenue sur sa scolarité au pays avant d'intégrer l'administration burundaise avec une expérience de 10 ans à l'Institut des statistiques au ministère de la Planification et du développement, puis nommée directrice de Cabinet, elle fait un passage à l'Institut de développement économique. Par la suite, elle est faite ministre du Plan du Burundi. Après 3 ans à ce poste, elle rejoint la Banque africaine de développement (BAD). Ensuite, le Système des Nations-Unies. ■

Par Abdoul Malik Diallo

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récupéré N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18 /01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF
Abdoul Malik Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS
Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION
Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS
Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER
Alain Rivière

E-MARKETING
Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ
sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

Amélioration de la capacité de production d'eau potable à Conakry

Le Japon appuie la SEG

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations de Conakry, l'ambassade du Japon et la Société des eaux de Guinée (SEG) ont signé mercredi 31 mai 2017, un projet d'amélioration des capacités de production d'eau potable.



Echange de parapheurs entre le directeur général de la Seg, M. Dioulé Diallo, et l'Ambassadeur SE M. Hasama. Photo: DR.



Le directeur général de la Seg, M. Dioulé Diallo, directeur de la SEG et l'Ambassadeur SE M. Hasama. Photo: DR.

C'est un projet de 152 263 USD soit près de 1 milliard 400 millions de FG pour appuyer la Société des eaux de Guinée (SEG) dans la fourniture de l'eau potable aux habitants de la capitale.

A cet effet, d'importants travaux sont en train d'être faits par la SEG pour le remplacement de la conduite d'eau principale sur financement du Japon. Cependant, en dépit de ces investissements, la fourniture d'eau potable constitue un véritable problème pour les citoyens de Conakry. Et c'est en raison de l'urbanisation accrue que connaît l'agglomération et de la difficulté à suivre ce rythme en termes d'équipements notamment pour l'adduction d'eau.

C'est pour cette raison, explique l'ambassadeur SE M. Hisanobu Hasama que «le Japon s'est beaucoup impliqué aux côtés de la SEG afin d'améliorer les conduites d'eau existantes, de procéder à des réparations ponctuelles et de mettre en place un système d'approvisionnement des quartiers dépourvus de branchements grâce à des forages, des bornes fontaines ainsi que des camions citernes. Ce sont ces efforts importants que le projet d'aujourd'hui vient renforcer en continuant d'améliorer les capacités de la SEG à fournir de l'eau à toute la population de Conakry et plus particulièrement dans les quartiers desservis par les stations de Bassia et Kakoulima».

Depuis 1990, le Japon accompagne la Guinée à

travers la réalisation des projets de construction et de réhabilitation des ouvrages d'adduction d'eau potable de la ville de Conakry, la fourniture d'équipements et des produits de traitement d'eau y compris le renforcement des capacités du personnel en faveur de la SEG. «Ces multiples interventions ont permis de fournir de l'eau potable à une importante tranche de populations de la ville de Conakry. Ce qui, de facto, a contribué fortement à l'amélioration de leurs conditions et cadres de vie», souligne Mamadou Dioulé Diallo, directeur de la SEG.

Malgré les efforts du Japon et l'appui des partenaires techniques et financiers, le problème d'eau potable constitue une urgence fondamentale à Conakry.

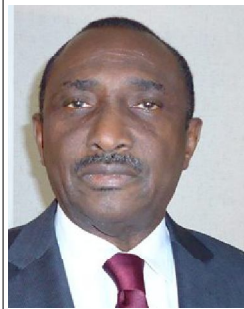
Pour remédier à la situation, note le directeur de la SEG, la réalisation d'un important programme d'investissement s'impose pour mettre en adéquation les capacités des installations de production et de distribution d'eau potable aux besoins croissants des populations. «Mais en attendant la mobilisation des ressources financières requises et l'exécution de ces grands travaux s'inscrivant dans le cadre du 4e projet eau de Conakry, il y a eu nécessité d'entrevoir des interventions ponctuelles ayant un impact immédiat sur l'amélioration de la desserte».

Par Abdoul Malick Diallo

Ils ont dit



Me Abdoul Kabélé Camara, ministre de la Sécurité et de la protection civile, dans Les Grandes Gueules d'Espace FM du lundi 8 mai 2017: «Nos routes sont muettes. Egalement, il y a que les routes sont en mauvais état. Aussi, parmi les chauffeurs, il y en a qui n'ont même pas le permis de conduire, qui n'ont jamais été à l'auto-école et qui ne connaissent pas le Code de la route. Sans quoi, comment on peut avoir plus de 50 personnes dans un véhicule et faire un dépassement en troisième position, sans respecter les règles minimales de prudence ? (...) La visite technique devrait être imposée.»



Sidya Touré, président de l'UFR, Haut représentant du chef de l'Etat: «Je suis inquiet aujourd'hui pour notre pays, notamment en ce qui concerne l'éducation. (...) J'avais un professeur d'Economie qui, pour chahuter, mais ne chahutant pas, en même temps nous disait, si on vous demandait qu'est-ce qu'il faut pour développer un pays, vous répondez par trois choses : premièrement l'éducation, deuxièmement l'éducation, troisièmement l'éducation encore. Un peuple qui n'est pas éduqué, vous ne pouvez l'amener nulle part. Et j'ai comme l'impression aujourd'hui que c'est un secteur qui est quelque part à l'abandon dans notre pays où il y a beaucoup de débats mais les réalisations sont très peu visibles. Il faut qu'on ait vraiment de véritables assises sur cette question.»

Discours de l'ambassadeur Hisanobu Hasama

Monsieur le Directeur Général de la Société des Eaux de Guinée ;

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que je vous accueille pour la signature du Projet d'amélioration de la capacité de production d'eau potable à Conakry.

Ce projet, d'un montant de cent cinquante-deux mille deux cent soixante-trois dollars (152 263 \$), soit près d'un milliard quatre cent millions de Francs Guinéens (1 400 000 000 FG), doit permettre d'appuyer la Société des Eaux de Guinée dans ses efforts actuels pour fournir de l'eau potable aux habitants de Conakry.

En effet, la SEG est en train de procéder à d'importants travaux de remplacement de la conduite d'eau principale qui approvisionne la capitale, sur financement du Japon. Vous entendez d'ailleurs régulièrement parler de ces travaux dans les médias. Cependant, en

dépit de ces investissements, la fourniture en eau potable continue d'être un problème à Conakry, en raison de l'urbanisation forte que connaît l'agglomération, et de la difficulté à suivre ce mouvement en termes d'équipements, notamment pour l'adduction d'eau.

C'est pourquoi, toujours avec l'aide du Japon, la SEG est également en train d'améliorer les conduites d'eau existantes, de procéder à des réparations ponctuelles et a mis en place un système d'approvisionnement des quartiers dépourvus de branchements grâce à des forages, des bornes fontaines, ainsi que des camions citernes. Ce sont ces efforts importants que le projet d'aujourd'hui vient renforcer, en continuant d'améliorer les capacités de la SEG à fournir de l'eau à toute la population de Conakry, et plus particulièrement dans les quartiers desservis par les stations de Bassia et Kakoulima.

En Afrique, avec l'expansion de l'urbanisation et le développement, le problème

de l'eau devient de plus en plus crucial. Et le problème de l'approvisionnement en eau et de la sécurité humaine de base ont été abordés lors de la Sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, TICAD VI, qui s'est tenue l'an dernier à Nairobi, au Kenya, et à laquelle a assisté le Président de la République, Son Excellence le Professeur Alpha Condé.

Je voudrais enfin féliciter la SEG, sa direction et ses équipes, pour les efforts importants dont ils font preuve afin de régler la délicate de l'approvisionnement en eau à Conakry. En tant que partenaires depuis de longues années, le Japon a pu vérifier à chaque fois l'engagement et le souci de ces équipes au service de la population. Qu'ils en soient remerciés.

C'est vous dire toute l'importance que revêt, pour le Japon et la Guinée, ce projet qui est d'une importance capitale pour approvisionner les habitants de Conakry avec ce

bien si précieux qu'est l'eau. Je souhaite donc que le projet se passe dans les meilleures conditions, et que son exécution se fasse dans les meilleurs délais.

Vive la coopération guinéo-japonaise !

Je vous remercie.

ACTU CONAKRY
LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail : actuconakry@gmail.com



MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DE L'HYDRAULIQUE



BANQUE MONDIALE

PROJET URBAIN EAU



DIRECTION NATIONALE
DE L'HYDRAULIQUE

Conakry le2017

AVIS D'APPEL PUBLIC A MANIFESTATION D'INTERET

SERVICES DE CONSULTANTS POUR LA PRESELECTION DE BUREAUX D'ETUDES EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE SUR LA MODELISATION DE L'AQUIFERE DE LA PENINSULE DE CONAKRY ET DEVELOPPEMENT D'UNE BASE DE DONNEES DES UTILISATEURS DE LA RESSOURCE EN EAU ET DES NIVEAUX DE PRELEVEMENT

N° identification du projet : P157782

La République de Guinée a un don de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le Projet Urbain Eau et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Etude sur la Modélisation de l'aquifère de la Péninsule de Conakry et développement d'une base de données des utilisateurs de la ressource en eau et des niveaux de prélèvement ».

Les services de consultant (« Services ») comprennent :

- Identifier et collecter les données pertinentes, y compris établir une base de données sur l'utilisation des ressources en eau souterraine dans la région de Conakry.
- Développer un modèle mathématique quasi-tridimensionnel en régime permanent pour évaluer la recharge saisonnière et annuelle des eaux souterraines pour le Grand Conakry. Le modèle mathématique sera implémenté à la Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH).
- Sur la base de ce modèle et d'une analyse de l'incertitude de l'estimation piézométrique, identifier et concevoir un réseau de mesure afin de suivre l'évolution piézométrique de l'aquifère dans la région du Grand Conakry.
- Sur la base des résultats du modèle, produire un bilan détaillé des eaux souterraines pour les conditions actuelles.
- En régime permanent, simuler les écoulements souterrains et évaluer les évolutions des niveaux piézométriques pour divers scénarios de prélèvements et de changements climatiques jusqu'en 2030.
- Restituer l'étude, renforcer les capacités du personnel de la DNH, y compris une formation spécifique pour la mise à jour du modèle et son utilisation.

La durée globale des prestations est de cinq (5) mois y compris l'examen du projet de rapport final par le client et l'incorporation des observations dans un rapport final révisé.

La Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH) invite les firmes de consultants (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les

qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

- la nature des activités du candidat ainsi que le nombre d'années d'expériences (Prospectus, autres documents) ;
- les qualifications du candidat dans le domaine des prestations et notamment les références concernant l'exécution de marchés analogues dans le domaine des prestations décrites plus hauts en mentionnant les références des dix (10) dernières années pour des prestations similaires. Ces références doivent être certifiées par la fourniture d'attestations dûment signées par le maître d'ouvrage du projet ;
- l'organisation technique et managériale du consultant ;
- et toute information jugée pertinente ;
- Le classement se fera selon le plus grand nombre de références similaires ;
- La liste restreinte ne devra pas contenir plus de deux candidats de même nationalité. Le candidat fournira dans son offre les documents administratifs officiels (certificat d'enregistrement ou Kbis) indiquant la nationalité et le capital social du consultant.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA » édition janvier 2011 révisé en octobre 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables. Veuillez noter les dispositions additionnelles suivantes relatives au conflit d'intérêts dans le cadre des Services objet de la présente Sollicitation de manifestation d'intérêt : « Un consultant ne doit soumettre qu'une seule proposition soit à titre individuel ou soit en tant que membre d'un groupement. Si un consultant, y compris membre d'un groupement, soumet ou participe à plus d'une proposition, toutes ces propositions seront disqualifiées. Toutefois cela ne limite pas la participation d'un consultant en tant que sous-traitant, ou d'un individu en tant que membre d'équipe, à plus d'une proposition lorsque les circonstances le justifient et que cela est autorisé par la Demande de Propositions ».

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres

firmes en vue de renforcer leurs compétences respectives sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode « Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC) » telle que décrite dans les Directives de Consultants : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA, édition janvier 2011 révisé en octobre 2014. Une liste restreinte d'au minimum trois bureaux d'études, sans dépasser six (6), sera établie à l'issue de cet appel public à manifestation d'intérêt.

Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en langue française.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires auprès de la Direction Nationale de l'Hydraulique à l'adresse suivante :

- **Mamadou Aliou BARRY** Chef de Division Evaluation et Suivi des Ressources en eau (barryaliou55@yahoo.fr) Tel : (224) 622 39 48 90

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne ou par courrier, au plus tard le 19 juin 2017 à 10 heures GMT en un (1) original et en deux (2) copies.

A Monsieur le Directeur National de l'Hydraulique (DNH)
Quartier Kipé - Commune de Ratoma
Conakry, République de Guinée.
Tél : (224) 628 88 52 97
Email : mandioucde@gmail.com

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le 19 juin 2017 à 12 heures GMT, à la salle de la Direction Nationale des Marchés Publics.

LE DIRECTEUR NATIONAL


Mandiou CONDE
LE DIRECTEUR NATIONAL
DIRECTION NATIONALE DE L'HYDRAULIQUE

Ce que le chef de file de l'opposition guinéenne a dit à RFI

2017 est une année faste pour Alpha Condé. L'homme préside à la fois la Guinée et l'Union africaine. Mais son principal opposant, Cellou Dalein Diallo, ne s'avoue pas vaincu et vise la présidentielle de 2020. De passage à Paris, le chef de file de l'opposition guinéenne répond aux questions de Christophe Boisbouvier.

RFI : Voilà plus de six ans que vous vous opposez à Alpha Condé, mais celui-ci a été réélu haut la main en 2015. Et aujourd'hui, il est même président en exercice de l'Union africaine. Est-ce que vous ne perdez pas du terrain par rapport à lui ?

Cellou Dalein Diallo : Non. Pas du tout parce qu'il n'a jamais été élu dans des élections transparentes. En 2015, il y a eu une fraude massive. On a commencé par tripotauer le fichier et vous ne trouverez dans aucun pays où le total des électeurs représente 95% de la population. Ils ont procédé à un enrôlement massif des enfants dans les circonscriptions réputées acquises à monsieur Alpha Condé pour qu'il puisse gagner.

En octobre 2016, après cinq ans de bras de fer, vous avez accepté de signer un accord politique avec Alpha Condé. Pourquoi ce changement de stratégie, parce que quelquefois il vaut mieux se parler que de s'affronter ?

Oui, on a toujours privilégié le dialogue et la concertation. La rue a été un recours qu'on a utilisé malgré nous, lorsqu'il n'y a aucune volonté politique d'ouvrir le dialogue. Nous avons organisé une marche pacifique, le 16 août, qui a mobilisé près de 700 000 personnes. Le lendemain, monsieur Alpha Condé m'a écrit une lettre pour dire qu'il souhaite qu'on se rencontre. Et à l'issue de cette rencontre, on a décidé d'aller au dialogue, moyennant un engagement solennel de sa part de respecter et de faire respecter toutes les décisions qu'il résulterait de ce dialogue. Le malheur, c'est que monsieur Alpha Condé ne respecte jamais les engagements qu'il prend lors des dialogues politiques. Les manifestations nous coûtent très cher. On a perdu plus de 80 compatriotes tués à bout portant par les forces de l'ordre. Jamais une enquête n'a été diligentée. Jamais une sanction administrative n'a été prononcée à l'endroit des responsables de la police et de la gendarmerie.

Au terme de cet accord d'octobre 2016, les élections locales devaient avoir lieu en ce mois de février, mais elles ont été reportées sine die. Pourquoi tenez-vous tant à ces élections ?

Posez la question contraire : pourquoi monsieur Alpha Condé ne veut pas organiser les élections locales ? Le mandat des élus locaux est

échu depuis décembre 2010. Non seulement il ne les organise pas, mais il nomme des militants zélés de son parti, comme chefs de quartier, chefs de district, maires des communes urbaines ou rurales, pour que ces auxiliaires, précieux pour la fraude, puissent être en place. La Côte d'Ivoire a organisé ses élections, le Mali, le Sénégal. Tous les pays à côté. Lui, jusqu'à présent depuis son installation en 2010, il refuse systématiquement d'organiser les élections locales.

Vous les espérez d'ici la fin de l'année ?

Nous allons l'exiger.

Selon la Constitution, le président n'a pas le droit de se représenter en 2020. Mais aujourd'hui, quand on lui demande s'il va respecter la Constitution ou s'il va la faire modifier, Alpha Condé refuse de répondre. Cela vous inquiète ?

Oui, cela m'inquiète dans la mesure où tout le monde a constaté qu'il entretient personnellement une ambiguïté là-dessus alors que la réponse à une telle question était simple : j'ai juré de respecter et de faire respecter la loi de la République ; je ne violerai pas la Constitution ; je ne la modifierai pas. Aujourd'hui, tenez-vous bien, le directeur général des services de police organise des meetings pour exiger une présidence à vie pour monsieur Alpha Condé. Il ne réagit pas. Au niveau de son parti aujourd'hui, beaucoup de ministres organisent des meetings pour qu'



Cellou Dalein Diallo lors de l'interview avec Christophe Boisbouvier. Photo: Fournie.

Alpha puisse avoir un troisième mandat.

Mais pour l'instant, il ne s'exprime pas non plus dans ce sens ?

Il ne s'exprime pas dans ce sens, mais il entretient l'ambiguïté. Cela, déjà, c'est suspect de sa part.

Alors si Alpha Condé lance une réforme constitutionnelle en faveur d'un troisième mandat. Comment réagirez-vous ?

Ce sera par la rue parce que là, ce sera violer son serment, ce sera violer la Constitution parce qu'elle est claire sur cette question-là : la durée et la limitation des mandats ne sont pas modifiables. Je pense qu'on a besoin de la stabilité des institutions et le peuple de Guinée n'acceptera pas. Ce ne sera pas une question d'opposition ou de l'UFDG [Union des forces démocratiques de Guinée]. Ce sera une question

posée aux Guinéens et la rue sera peut-être le recours le plus efficace.

Contre cet éventuel projet, l'opposition a créé un Front uni contre un troisième mandat. Mais vous-même et votre parti l'UFDG, est-ce que vous n'êtes pas affaibli par le ralliement au pouvoir de votre ancien allié, Sidya Touré ?

Pas du tout. L'UFDG continue de prospérer. Aujourd'hui, je viens d'effectuer une tournée dans la région forestière et en Haute-Guinée, des régions qui étaient jusque-là considérées comme les fiefs d'Alpha. Les gens sont déçus de cette gouvernance. Ils sont confrontés à une misère inexplicable. Par contre, monsieur Sidya Touré a fait le choix de rejoindre la mouvance, mais ses militants ne le suivent pas, heureusement.

Vous êtes en France pour rencontrer notamment les personnalités politiques. Est-ce que Paris a joué un rôle positif ou négatif ces dernières années vis-à-vis de la démocratie guinéenne ?

Négatif plutôt. La France a financé par l'intermédiaire de la Francophonie le processus électoral. Mais il y avait quand même des soutiens visibles à monsieur Alpha Condé.

Mais qu'est-ce qui vous fait penser que François Hollande a soutenu Alpha Condé ?

Parce que nous n'avons pas reçu l'appui de la France. Tous les accords politiques qu'ils ont signés et qui portaient la signature de l'ambassade de France depuis 2013 n'ont pas été appliqués. Alpha n'a pas voulu les appliquer. Et on n'a pas eu le soutien de la France dans l'application des accords politiques qui devaient permettre d'améliorer le processus électoral.

Et aujourd'hui, qu'attendez-vous d'Emmanuel Macron ?

De ne pas continuer à soutenir des amis au nom de l'international socialiste.

Avant le premier tour de la présidentielle française, Alpha Condé en visite à Paris a eu le flair politique de rencontrer le candidat Macron. Ne craignez-vous pas que du coup, Paris reste favorable à votre adversaire ?

Justement, il faut éviter que cela soit sur la base des relations personnelles qu'on définit les relations entre Etats. C'est autour des valeurs partagées qu'on doit bâtir une coopération durable. Je ne pense pas que monsieur Macron, parce qu'il a rencontré Alpha Condé, restera indifférent aux violations des droits humains, aux violations des règles de la démocratie et l'Etat de droit.

Par Christophe Boisbouvier



Alpha Condé et Ségolène Royal. «Tous les accords politiques qu'ils ont signés et qui portaient la signature de l'ambassade de France depuis 2013 n'ont pas été appliqués», dit Diallo.

PROGRAMME RÉGIONAL DES PÊCHES EN AFRIQUE DE L'OUEST «Ensemble, nous atteindrons l'objectif du projet», dicit **Amara Kaba**



Les pays concernés en Afrique l'ouest étaient représentés à ce rendez-vous de Conakry. Photo: DR

C'est environ 1,5 million de tonnes de poissons qui est pêché chaque année dans les eaux maritimes en Guinée, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Sénégal, Liberia, Sierra Leone, Mauritanie et Cap-vert. En dépit de cette immense richesse, les bénéfices socioéconomiques tirés de l'exploitation de ces ressources halieutiques restent encore faibles.

C'est pour inverser cette tendance que la Banque mondiale, en 2007, a remis aux Etats membres de la Commission sous-régionale des pêches et du Ghana une note conceptuelle afin d'examiner la mise en œuvre d'un projet sous-régional. C'est dans cette optique que s'est tenue à Conakry du jeudi 25 au lundi 29 mai 2017 la 7e Session du comité de pilotage régional du Programme régional des pêches en Afrique de l'ouest (PRAO). Coïncidence heureuse, cette session s'est ouverte concomitamment avec la commémoration de la date historique du 54e anniversaire de la création de l'Organisation

de l'unité africaine devenue Union africaine.

Le directeur national des Pêches par intérim, **Amara C. Kaba** a indiqué que depuis quelques années, le Programme régional des pêches en Afrique de l'ouest, dans sa mise en œuvre, s'emploie à apporter des réponses aux innombrables défis qui interpellent le secteur, même si le chemin reste encore à faire.

«Et ce n'est qu'en agissant ensemble – administration et équipe de mise en œuvre –, que nous atteindrons l'objectif du projet qui est d'augmenter de manière durable, la totalité des recettes générées par l'exploitation des ressources halieuti-



Le ministre André Loua et Bérengère Prince de la Banque mondiale. Photo: DR

ques dans nos pays. C'est en ces termes que j'ose espérer qu'au sortir de cette 7e Session du comité de pilotage régional, les échanges et les discussions qui auront émaillé les travaux, conduiront à l'atteinte des objectifs visés par le projet, ainsi que la philosophie qui en est le fondement», a-t-il déclaré.

La rencontre de Conakry s'est tenue à une période charnière entre la fin de la première phase et celle de la préparation de la seconde. Suite donc à une évaluation positive de la première phase par la Banque mondiale, cette dernière s'est engagée à continuer l'appui aux Etats de l'Afrique de l'ouest pour les aider à mieux gérer leurs ressources.

C'est partant de cela que la secrétaire permanente de la Commission sous-régionale des pêches, qui se trouve au terme de son mandat, a énuméré entre autres défis de la prochaine phase, l'établissement d'un registre régional des navires de pêche suivi d'un programme observateur à compétences régionales. «Ces deux activités devraient être

considérées comme prioritaires lors de la seconde phase», a évalué **Mme Marième D. Talla** qui n'a pas non plus occulté les efforts des partenaires techniques et financiers.

Présidant la cérémonie, le ministre des Pêches, de l'aquaculture et de l'économie maritime s'est félicité des résultats auxquels est parvenu le PRAO-Guinée en seulement une année d'activités.

Des mérites que le ministre **André Loua** a résumés à la réalisation d'une campagne d'évaluation des ressources halieutiques de la zone économique exclusive de la Guinée, dont les résultats ont constitué les éléments de base du plan d'aménagement et de gestion des pêcheries de 2017. Ainsi que le recensement du parc piroguier le long du littoral guinéen. Toute chose ayant permis d'avoir un large aperçu sur l'effort de la pêche artisanale, l'identification des opérations de surveillance des zones de pêche et la formation de 50 observateurs venus du Centre national de surveillance des pêches et du Centre

national des sciences halieutiques.

Des tout-premiers résultats qui rassurent le ministre des Pêches qui a salué la qualité des débats qui ont caractérisé ces 5 jours de discussions auréolées d'idées qui, de l'avis de M. Loua, permettront d'accroître davantage les bénéfices tirés de l'exploitation des ressources halieutiques.

Le PRAO se veut d'être une réelle opportunité pour l'ensemble des pays bénéficiaires de renforcer leurs capacités à gérer et à développer leurs pêcheries respectives, de réduire drastiquement les activités de pêche INN tout en augmentant considérablement la contribution des ressources maritimes aux économies nationales.

A travers ces objectifs, le Projet entend contribuer à la résolution des principaux problèmes et contraintes qui entravent le développement du secteur de la pêche dans la sous-région.

Par Mady Bangoura



Amara C. Kaba, directeur national des Pêches par intérim et Mme Marième D. Talla. Photo: DR.



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Première réunion des Parties à l'Accord de la FAO 2009 Le ministre André Loua représente la Guinée à Oslo

Les travaux de la première Réunion des parties à l'Accord de la FAO de 2009 ont démarré le lundi 29 mai dernier à Oslo en Norvège. La République de Guinée, dont l'adhésion à cet Accord avait enclenché immédiatement sa mise en vigueur, est l'invitée de marque de cette rencontre qui a pris fin le 31 mai 2017.

En sa qualité de ministre des Pêches, de l'aquaculture et de l'économie maritime, SE M. André Loua a été invité par la FAO à prendre part à la première réunion du groupe ad hoc tenue du 1^{er} au 2 juin courant dans le même pays et au même endroit.

Les discussions ont porté sur l'Article 21 de l'Accord de la FAO relatif aux besoins des Etats en développement dans le cadre de la mise en œuvre de cet Accord.

La première journée de travaux qui a été présidée par Tommy F. REMENGESAU, président de la République de PALAO (dans l'Océan Pacifique), accompagné de Per SANDBERG, ministre norvégien des Pêches et de l'aquaculture, et d'Armi MATHIESEN, assistant directeur de la FAO, a permis l'élection de la Commission devant présider les travaux de la 1^{ère} Réunion des parties à l'Accord. La présidence est revenue à la Norvège, la Vice-présidence, au Chili et la place du rapporteur à la FAO.

Les travaux du lundi ont porté essentiellement sur :

- 1- l'examen de la situation concernant l'Accord de la FAO de 2009 relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port et faits nouveaux;
- 2- l'examen des exigences liées à la mise en œuvre de l'Accord; et
- 3- la transmission, l'échange électronique et la publication de l'information.

Dans son allocution, le ministre des Pêches a, aux noms du président de la République de Guinée, chef de l'Etat, Pr Alpha Condé, président en exercice de l'Union africaine, et de son gouvernement, adressé les sincères félicitations au Royaume norvégien et à la FAO pour l'organisation de cette importante rencontre.

Selon M. Loua, «le président de la République de Guinée, Pr Alpha Condé, qui est le champion d'Afrique du NEPAD dans la lutte contre la pêche INN et son gouvernement appuient sans réserves cet

Accord et affirment leur volonté à collaborer avec toutes les Parties à l'Accord pour sa mise en œuvre».

En sa qualité de président de la Conférence des ministres de la CSRP (Commission sous-régionale des pêches), le ministre André Loua a profité de l'occasion pour demander un appui au nouveau Secrétariat exécutif qui vient d'être mis en place.

La rencontre a connu la participation des pays africains Parties à l'Accord notamment l'Afrique du Sud, le Cap Vert, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Nigeria, le Sénégal et le Soudan. Ce sont les seuls pour l'instant.

Entré en vigueur depuis le 5 juin 2016, l'Accord de la FAO devrait permettre le renforcement des capacités des Etats Parties à l'Accord dans la lutte contre la pêche INN. ■



Le ministre André Loua a représenté la Guinée à cet événement.

Malick Sankhon met fin à la polémique : Le Rpg Arc-en-ciel est ouvert à tout le monde



Est-il réellement le parrain de l'adhésion de l'ex-militant de l'Ufdg, Amadou Oury Bah alias Intello, au Rpg Arc-en-ciel? L'ancien leader du parti La cause commune (LCC) et actuel directeur de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a profité de l'assemblée générale ordinaire du parti pour mettre un terme à la polémique propagée à la suite de l'arrivée du jeune Intello dans les rangs du Rpg Arc-en-ciel.

«Comme son nom l'indique, le Rpg Arc-en-ciel c'est un parti de rassemblement. Si un compatriote décide, après avoir milité dans un autre parti pendant des décennies, d'adhérer au Rpg

Arc-en-ciel, c'est que nous défendons la vérité. Il faut avoir du respect pour des gens. Le Rpg Arc-en-ciel n'est pas allé débaucher le jeune Intello à l'Ufdg. Il a pris la décision de venir par sa volonté. Il a d'ailleurs expliqué pourquoi il a quitté l'Ufdg pour le Rpg Arc-en-ciel.» Voilà qui est dit. Malick Sankhon a la ferme conviction que d'autres guinéens viendront grossir les rangs du parti qui rassemble et qui tend la main à tous.

La porte de la case Rpg Arc-en-ciel est grandement ouverte. Il y a la place pour tout le monde, précise M. Sankhon. ■



Le goudron sur l'artère principale qui traverse la ville.

Enfin le goudron à Télémélé !

La date du 31 mai 2017 restera mémorable. Enfin le goudron fait son entrée à Télémélé grâce au Pr Alpha Condé !

Sur cette photo signée Aboubacar Sakho, conseiller attaché de presse auprès du patron du groupe Guicopres qui écrit à juste titre: «Télémélé reçoit enfin sa toute première couche de bitume depuis l'indépendance. Le mérite revient donc au président de la République, le Pr Alpha Condé, qui a fait de ce rêve des habitants de Télémélé une réalité à travers la Guinéenne de construction et de prestation de services de l'homme d'affaires Keffalla Camara KPC». Sans commentaires. Depuis l'accession de la Guinée à la souveraineté nationale, Télémélé n'avait pas eu de couche d'asphalte sur sa route encore moins d'éclairage public. ■



Travailleurs et préfet posent pour Aboubacar Sakho.

Mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat L'UE et l'UA la main dans la main



Dans un communiqué conjoint publié le 1^{er} juin 2017, l'Union européenne et l'Union africaine réaffirment leur ferme attachement à la mise en œuvre intégrale de l'accord de Paris et demandent à tous les

partenaires de maintenir l'élan créé en 2015.

Avant la COP23 en novembre, ils s'engagent à travailler ensemble pour finaliser le programme de travail de l'Accord de Paris. Les changements climatiques et les énergies

renouvelables figureront à l'ordre du jour du prochain sommet Afrique-UE à Abidjan les 29 et 30 novembre.

Ce sera l'occasion de confirmer la forte solidarité avec les personnes les plus vulnérables au changement climatique et la détermination à travailler ensemble pour bâtir des économies solides et durables et des sociétés résistantes aux changements climatiques.

L'Union européenne et l'Union africaine réaffirment leur engagement à continuer de s'attaquer aux effets néfastes des changements climatiques sur la santé humaine et animale, les écosystèmes naturels et d'autres impacts sociaux et économiques qui menacent nos acquis de développement en tant que communauté mondiale. ■

Nagnouma Faro endeuillée par la mort de son neveu



Depuis une semaine, la cheffe de cabinet du ministre délégué au Budget vit une situation terrible. Son neveu **Djiba Keita**, 23 ans, étudiant à l'université Kofi Annan de Guinée et boursier devant continuer ses études au Maroc, a été tué par balles

dimanche 28 mai 2017 dans les environs de 20H à Kipé en banlieue de Conakry non loin de la résidence privée du président Alpha Condé. Le véhicule 4x4 Toyota Prado, à bord duquel il était, a reçu plusieurs balles tirées par les malfrats. ■

Khady Diop et l'élue de son cœur dans la ferveur de l'amour en Europe

L'artiste-musicienne **Khady Diop** a convolé avec **Mohamed Lamine Soumah** le jeudi 27 avril dernier à Conakry.

La cérémonie, outre les parents, amis, connaissances et alliés des deux conjoints, a réuni à la mairie de Dixinn plusieurs fans de la "bolingo" de la musique guinéenne, au terme du mariage religieux célébré au domicile des parents de la mariée à Dixinn-école.

Depuis plus d'une semaine maintenant, le couple est retranché amoureux à Rome. Et même si une source proche s'abstient d'appeler cela "voyage de noces", tout porte à croire que Monsieur et Madame Soumah ont décidé de s'offrir un moment de repos après tous les mouvements liés au mariage.

Ce voyage de noces pourrait se circonscrire entre 3 semaines et un mois, et s'étendre sur d'autres villes comme Paris, Genève, Bruxelles et Liège, entre autres.

Par Mady Bangoura



Roses et lune de miel pour Khady Diop et son époux Mohamed Lamine Soumah.

Anniversaire

L'Union africaine entre espoirs et défis

Le 25 mai 2017, l'Afrique a célébré le 54^e anniversaire de la création de l'Union Africaine. 54 ans après, les avis restent partagés sur son efficacité et même sa raison d'être pour les plus pessimistes. Cette année, c'est le guinéen Alpha Condé qui préside aux destinées du continent. Dans son allocution à cette occasion, le président en exercice de l'Union Africaine a attiré l'attention des uns et des autres sur les changements climatiques opérés au continent. L'Union africaine a succédé en 2002, après le sommet de Durban en Afrique du Sud, à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) créée le 25 mai 1963.

Selon les dispositions de l'Article 3 de l'Acte de l'Union, ses objectifs sont entre autres de « réaliser une plus grande unité et solidarité entre les pays africains et entre les peuples d'Afrique, défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses États membres, accélérer l'intégration politique et socioécono-



Alpha Condé, président de l'Union africaine. Photo: DR.

mique du continent, promouvoir et défendre les positions africaines communes sur les questions d'intérêt pour le continent et ses peuples, favoriser la coopération internationale en tenant dûment compte de la Charte des Nations-Unies et de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent, promouvoir et protéger les droits de l'homme et des peuples conformément à la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et aux autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, et promouvoir le développement durable aux plans économique, social et culturel, ainsi que l'intégration des économies africaines... ». Parmi ces principes, l'Article 4 mentionne l'« Égalité souveraine et interdépendance de tous les États membres de l'Union, le respect des frontières existant au moment de l'accession à l'indépendance, le règlement pacifique des conflits... ».

54 ans après, beaucoup s'interrogent sur « l'efficacité » de cette union qui a pourtant fait rêver plus d'un.

Les conflits sur le continent, les violations graves des droits humains, la pauvreté et la problématique de l'indépendance des États africains, la pauvreté, les famines, les questions environnementales dont les changements climatiques, sont autant de défis qui se posent au continent et qui devraient interpellé chacun au premier chef, les dirigeants du continent.

Justement, le président en exercice de l'Union africaine, a fait remarquer que les africains devraient trouver des voies et moyens pour faire face aux menaces et effets des changements climatiques et à protéger l'environnement.

S'agissant des conflits et autres foyers de tensions sur le continent, il faudrait, pour enrayer la menace que font peser les groupes terroristes sur ses États membres, adopter une approche globale qu'il conviendrait de définir au préalable et en des instruments ou initiatives à adopter d'urgence le dispositif de lutte antiterroriste.

La démarche devrait consister à élaborer une véritable stratégie de lutte contre le terrorisme à l'échelle du continent à travers une coordination efficace. Tout cela passe par la question épineuse du financement de l'UA pour accroître sa marge de manœuvre dans la gestion des crises sécuritaires et surtout son indépendance vis-à-vis des partenaires et des bailleurs de fonds.

L'espoir est donc permis de voir l'Union prendre forme véritable et être capable de gérer elle-même désormais ses problèmes en lieu et place de toute intervention étrangère comme ce fut le cas en Lybie et au Mali récemment.

Par Idiattou Camara

FESTIVAL DES ARTS

MANDINGS D'ABIDJAN

La Guinée à l'honneur

C'est autour du thème "L'excision en pays manding" que le Festival des arts mandings (Festam) se tiendra du 25 au 27 août prochain à Abidjan.

Plusieurs artistes africains de renom sont annoncés à ce prestigieux rendez-vous, notamment ceux guinéens comme Mory Kanté, Sékouba Bambino Diabaté, Lama Sidibé, Abraham Sonty dit Koundouwaka, Djély Kany Fanta et Djékoria Fanta.

Nombreux hommes de culture prendront également part à cette rencontre qui sera aussi marquée par des conférences, des ateliers de musique et concerts autour de la Guinée, pays à l'honneur lors de l'édition de cette année. Pour la précédente tenue en 2016, Sayon Bamba et Azaya ont porté haut le flambeau de la Guinée.

Par Mady Bangoura



Mory Kanté, Djély Kany Fanta et Djékoria Fanta (ici avec ses danseuses) sont de la liste des invités de cet événement.



Ils seront avec Bambino, Lama Sidibé et Koundouwaka.

Sagesse

- 1 Ce n'est pas le jour du combat, qu'on aiguise sa lance.
(Toma, Guinée)
- 2 À l'ignorance attribuée au toi, tu donnes une vache(...) Un berger a le droit d'offrir du lait, mais pas un veau.
(Peul, Guinée)
- 3 La poule ne se lave pas, et cependant son œuf est blanc.
(Kissi, Guinée)

INTERVIEW. Me Cheick Sako, ministre de la Justice : « Beaucoup de cadres sont actuellement inculpés ; certains sont en prison »

Me Cheick Sako, Ministre de la Justice, Garde des sceaux, invité du bulletin du gouvernement (BDG), fait un large tour d'horizon sur les sujets du moment dont certains défraient les chroniques : le département de la justice, comptable de nombreuses réformes depuis 2014 ; l'OHADA ; quelques affaires juridiques ou judiciaires qui défraient les chroniques.

Bonjour Monsieur le Ministre ; Qu'entend-t-on par OHADA ?

L'OHADA qui comprend actuellement 17 Etats Parties, est l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires en Afrique. Le système juridique et judiciaire de l'OHADA vise à garantir la sécurité juridique des affaires en adoptant un droit commun des affaires dont l'interprétation est confiée à une seule instance juridictionnelle, la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA). Pour réaliser ses objectifs, l'OHADA s'est dotée de quatre institutions : la conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement ; le Conseil des Ministres ; la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage ; le Secrétariat Permanent. Par ailleurs, il a été institué un établissement de Formation (ERSUMA), école régionale supérieure de la magistrature. Voilà pour l'essentiel ; on peut juste ajouter que malgré quelques années d'absences (2005 à 2007), la Guinée pourtant membre fondateur, était d'abord revenue sous le Gouvernement Souaré en 2008, puis dès le début du premier mandat du Président de la République Alpha Condé et depuis 2014, nous sommes à jour de toutes nos cotisations. Nous ne sommes plus à la lisière de cette organisation que nous n'avons pas encore eu à présider. C'était trois jours après ma nomination en janvier 2014, que le Président de la République m'avait demandé d'aller à Ouaga, à la réunion ministérielle de l'OHADA. J'y avais constaté la place assez marginale de notre pays à l'époque, à une rencontre des 17 ministres de la justice et 17 ministres des finances, qui décidèrent à l'unanimité que la Guinée rentre dans le bureau comme deuxième rapporteur, le Cameroun avait pris la présidence et l'année suivante en 2015, notre pays était premier rapporteur en Côte d'Ivoire qui présidait. Et l'année dernière, en 2016, le Congo présidait, tandis que la Guinée avait la Vice-présidence ! Donc, logiquement, cette année nous devrions présider l'OHADA. Il y aura deux ou trois réunions ministérielles ; la première en début juin, la seconde en octobre et vraisemblablement un dernier en janvier. Nous profiterons de cette présidence pour faire beaucoup de formations en Guinée, liées au droit commercial, aux problématiques de l'arbitrage, et à tout ce qui touche le cadre des investissements.

(...) Il y a eu des réformes en Guinée ces dernières années. Pouvez-vous nous faire un petit point de la situation depuis votre prise de fonction en janvier 2014 ?

Ecoutez, il serait long de vous retracer tout ce qui a été fait comme réformes depuis trois ans et quatre mois maintenant mais, l'essentiel est que les six premiers mois ont concerné les organes, que nous avons mis en place ! Le statut particulier des magistrats, a permis de sortir les magistrats de la fonction publique, pour leur donner un statut particulier, comme leurs homologues magistrats dans la sous-région, et en France. Puis, il y a eu le Conseil Supérieur de la Magistrature, organe disciplinaire ; le tribunal militaire, la Cour constitutionnelle, la Commission internationale OHADA, etc. Ces réformes majeures avec tous les réaménagements permettent de mieux gérer des problèmes de lutte contre l'impunité, la formation des magistrats, la formation des OPJ, et depuis que je suis là effectivement, non seulement des formations sont faites sur place, mais nous faisons également venir des formateurs de l'étranger, pendant que nos magistrats partent en formation dans la sous-région, ou à l'étranger, en France ou aux Etats Unis.

(...) Notre pays connaît depuis quelque temps, une vague de violence, et des lynchages. Qu'en dites-vous ?

Notre pays vient de loin mais, sa justice qui joue bel et bien son rôle, ne peut pas tout régler d'un coup de baguette magique. Ces phénomènes nous étaient inconnus sous la première République, et même au début de la seconde république. Ils datent du milieu de la deuxième république et maintenant, ils surviennent subrepticement comme il y a quelques temps, à Siguiri, Kouroussa, Yomou, Kissidougou. La Justice joue son rôle et sévit par rapport à ça, c'est-à-dire que, quiconque sera arrêté dans un mouvement de masse, de violence, subira les rigueurs de la loi. C'est indiscutable et sur ce plan-là, le président de la république a été très clair ! Il condamne fermement les violences collectives, ou de masses, souvent dirigées sur des personnes physiques, ou sur les biens. Ceux qui ont été arrêtés à Siguiri sont actuellement en prison ; je crois même qu'ils ont été jugés. Ceux de Kissidougou vont être jugés bientôt et ceux de Yomou sont également détenus. Les guinéens doivent donc savoir qu'en Guinée, il y aura tolérance zéro à ce niveau-là. On ne peut pas accepter une situation de violence volontaire générée ou créée par des citoyens du pays. Par ailleurs, en 2016, j'avais proposé quatre codes, donc quatre lois distinctes : le Code pénal, le Code de procédure pénale, le Code civil et le Code de justice militaire. Malheureusement, le programme de l'Assemblée

nationale était assez serré et on n'avait pas pu programmer d'avantage. L'année dernière, les deux premiers Codes ont été adoptés, le Code pénal, et le Code de procédure pénale. Une avancée majeure dans notre pays. J'en adresse mes vifs remerciements à nos députés de la république.

Périodiquement, dans les pays de tradition juridique latine, il y a des réformes sur des codes majeurs (en gros tous les cinq à dix ans). Il faut absolument que la législation en matière judiciaire soit en conformité avec l'évolution de la société. Chez nous, une commission comprenant des magistrats, des représentants de la société civile, des OPJ, des représentants des droits de l'homme, des femmes, est revenu sur le code pénal. Il y a beaucoup d'avancées. Par exemple on a supprimé les cours d'assises, parce que non seulement elles revenaient cher, mais aussi, elles accumulaient des retards dans les affaires criminelles. Des personnes en préventifs pouvaient attendre entre trois et sept ans, et parfois dix ou 11, et cela n'est pas acceptable. Le choix entre deux solutions a penché en faveur de la suppression des cours d'assises, pour permettre aux tribunaux de première instance d'être compétents en matière criminelle. La compétence transférée aux tribunaux, leur permet de siéger une fois par semaine (une fois par mois selon les cas), et de rapprocher le citoyen de la justice ; à Boké le weekend dernier, nous avons ouvert les audiences criminelles et l'avancée majeure est que le rythme passera à une affaire criminelle par semaine contre plusieurs années dans le cas d'une cours d'assise. Et c'est le lieu d'insister sur les dispositions particulières contre toutes les formes de violence faite aux femmes et aux enfants dans les familles et en dehors des familles. La torture physique est également criminalisée.

Quelles sont les dispositions prises contre les insécurités et le banditisme, y compris en col blanc car, notre pays est particulièrement éprouvé par la corruption et les détournements de budgets ?

Ecoutez ! Moi j'ai donné des instructions fermes au niveau du parquet général ! Nul citoyen n'est protégé dans notre pays. Tous ceux qui commettent des infractions, y compris d'ordre financier, ou des détournements, et autres malversations, seront rattrapés par la justice plus tôt que tard. Beaucoup de cadres sont actuellement inculpés ; certains sont en prison. La corruption est malheureusement généralisée dans notre pays, mais la lutte n'aura aucune trêve. Le gouvernement actuel est totalement engagé dans cette lutte contre la corruption et le Président de la République a été clair là-dessus ; c'est un

phénomène généralisé dans notre pays, et son éradication risque de prendre du temps, d'autant plus que pratiquement, tous les pays de la Planète sont atteints par ce mal dont l'ampleur est trop grande chez nous.

Lorsque la CENTIF fait une enquête sur un citoyen et qu'ensuite le procureur de Dixinn est saisi, je suis informé et quelles que soient les personnes concernées, nous engageons les poursuites par leurs auditions par un magistrat instructeur, qui les inculpe. Cependant, il y'en a très peu en détention préventive dans les prisons parce que on leur demande de rembourser, et de poursuivre les remboursements tant que demeure l'infraction. Actuellement, la loi contre la corruption est en train d'être finalisée. Nous espérons la présenter pendant cette session des lois.

(...) Où en sommes-nous pour la Haute Cour de Justice ?

Je vous rassure bien que c'est la dernière institution qui s'ajoutera très bientôt à toutes les autres. On est lancé dans une course de fond car on ne peut pas faire l'économie de cette institution. Le Ministre chargé des relations avec le Parlement en a parlé, lors de l'ouverture de la dernière session des lois mais ou la session budgétaire en octobre, le ministre chargé des relations avec le parlement en a parlé également ; donc il y a une commission qui y travaille également mais elle est composée essentiellement de députés, en fonction de leurs activités.

Où en est la construction de la prison de Yorocogua ?

Vous savez que les travaux ont démarré depuis plus d'un an et demi, mais actuellement, on a quelques difficultés avec l'entrepreneur espagnol ! Je dois rappeler que cette prison est conçue essentiellement sous les fonds espagnols dans le cadre d'un partenariat privé public (PPP), Public : Ministère de la justice, Privé : entreprise espagnole. J'ai trouvé ce projet ; l'entreprise avait été choisie et la convention était déjà prête. J'ai simplement managé sur le plan juridique, pour voir si l'Etat Guinéen n'était pas lésé et effectivement, après analyse du dossier de convention, nous avons vu que les intérêts de l'Etat étaient préservés, pour la simple raison que l'Etat ne participait pas financièrement ! On cédait les lieux de l'ancienne prison, actuellement dans un bail de soixante-cinq ou soixante-dix ans, qu'il destinait à autre chose (comme ça existe en côte d'ivoire ou dans d'autres pays) mais l'ancienne prison n'était cédée qu'à la livraison de la nouvelle. Cette condition étant posée, le Ministre des Finances et moi-même, avons signé, sous le contrôle des grands projets. Par la suite, l'entrepreneur Espagnol a commencé à travailler, avant de rencontrer des problèmes avec ses

banquiers. Et c'est ce qui expliquerait l'arrêt momentané des travaux. Nous l'avons interrogé, afin qu'il nous indique officiellement ses difficultés, afin de lui trouver éventuellement un remplaçant pour que les travaux puissent reprendre, pour que cette prison puisse voir le jour dans notre pays.

(...) Où en est le dossier sur la disparition du journaliste Chérif Diallo ?

Sur ce problème de la disparition du journaliste Chérif Diallo, j'ai déjà été interpellé à l'époque et je vais vous répéter la même chose ! Il y a une procédure qui est lancée devant le tribunal de Dixinn. Cette procédure est la même comme partout dans le monde. Quand il y a disparition de personne, on ouvre une information et dans le cas d'espèce l'information est d'ordre criminel. La procédure est assez longue parce que le parquet travaille avec les OPJ ; un juge d'instruction est saisi et ils reçoivent des informations qu'ils exploitent etc. Le hasard peut même parfois intervenir pour aider ! En tout cas, le dossier n'est pas du tout négligé comme nous l'avons dit à la famille par le biais de leur avocat. D'une manière générale, les choses avancent et la priorité est maintenant à l'applicabilité. Ces temps-ci, des audiences criminelles se tiennent dans les tribunaux de première instance pour lutter justement contre l'impunité, les cas de violences, et contre toutes les choses inacceptables. Je me suis trouvé à Boké ce weekend, pour y ouvrir l'audience criminelle au tribunal de première instance. Kindia avait déjà commencé ces audiences criminelles ; Mamou également, ainsi que Mafanco, Kaloum et Nzérékoré, avec le procureur général de Kankan. Il est important que le citoyen guinéen sache qu'il y a une justice dans ce pays, et qui marche bien, contrairement à ce que disent certains oiseaux de mauvais augure. La Justice est là pour répondre à l'attente des populations ; je les rassure là-dessus.

Où en est le dossier du stade du 28 septembre ?

Ecoutez ce dossier suit également son cours. Une personne majeure a été extradée il n'y a pas longtemps, elle a été auditionnée et on va s'acheminer vers des confrontations qui seront organisées. Cependant, je ne me mêle pas de la procédure, je reste simplement informé de ce qui se passe ; je suis là pour donner les moyens aux magistrats pour faciliter leur travail pour que cette affaire puisse aller assez rapidement. Nous espérons aboutir dans les mois à venir finir avec l'instruction et entamer la préparation de ce procès qui j'espère aura lieu vers la fin de l'année.

Transmis par la Cellule de
Communication du
Gouvernement

Le ministre Bouba Barry et son fils dans une vidéo qui fait scandale !



Alors que les employés des banques, assurances et institutions de micro-finance guinéennes étaient en grève pour exiger de leurs patrons respectifs l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, une image sortant de l'ordinaire a heurté la sensibilité des uns et choqué d'autres. Parce que publiée au moment où les ménages étaient privés de liquidité. Dans la vidéo publiée lundi 29 mai 2017, apparaît un jeune homme présenté par des internautes comme le fils du

ministre de l'Industrie et des petites et moyennes entreprises. Et comme n'étant même pas en contact des réalités économiques que traverse le pays, le jeune homme se fait filmer par ses amis, et tenez-vous bien, dans les couloirs de la Présidence de la République où il apparaît avec une bonne liasse de devises, notamment le dollar qu'il est là en train de compter. A quelques pas de lui, on voit le papa Big Up (sur la photo) assis derrière, en train également de compter des liasses d'argent.

Le jeune se transporte dans la cour de la Présidence toujours braqué de camera. Là, on sort le parking meublé de véhicules administratifs. Par moment, on voit la vedette du moment fumer une substance assimilable à du stupéfiant. Peu après, des indiscretions de la famille Barry ont fait croire que Big-up serait allé lui-même faire du change pour s'acheter une nouvelle prothèse. Sauf que le montant qui sort dans la vidéo est énorme pour un tel achat. A moins que Bouba Barry ne veuille construire une

usine de fabrication de prothèses. Une image qui relance le débat sur l'imprudence des jeunes et adolescents quant à l'utilisation des réseaux sociaux. Car, à lire là les images, l'on s'aperçoit que ce sont plusieurs vidéos qui ont été publiées sur un réseau social, récupérées puis assemblées pour en faire une seule. Scandale financier ou délinquance financière à Sékhoutouréya, en tout cas dans la cité, chacun va de son commentaire. ■

L'Enseignement supérieur réalise son premier Forum dédié aux étudiants

A l'initiative du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, la 1^{re} édition du **Forum de l'étudiant guinéen (Feg)** s'est tenu du jeudi 1^{er} au samedi 3 juin à Conakry. L'objectif, selon les tenants du projet, vise à mettre en relation, dans un espace d'échanges, les différents acteurs de l'éducation et du monde du travail. Evaluant la portée du Forum, la porte-parole des étudiants, **Hadja Kadiatou Diallo**, a indiqué que cet espace d'échanges permettra de créer non seulement une harmonie entre les étudiants. «Il permettra également aux bacheliers de mieux connaître les offres de formation afin d'avoir une meilleure orientation au moment de leurs choix. L'occasion est également mise à profit pour attirer l'attention de nos décideurs sur certaines tares qui handicapent la formation en Guinée», a-t-elle déclaré. La démarche vise à orienter les étudiants à mieux définir leurs choix de formation après le baccalauréat. Au menu, plusieurs thématiques axées notamment sur les enjeux majeurs de l'éducation en République de Guinée. La présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse a

apprécié la pertinence des thèmes choisis avant d'encourager l'entrepreneuriat jeune. Car, pour **Francine Moyomba**, «orienter, c'est aider à trouver un chemin. Ce qui constitue un objectif majeur de tout système éducatif». Selon le ministre de l'Enseignement supérieur, **Abdoulaye Yéro Baldé**, ce forum répond à de nombreux défis qui interpellent le système éducatif, notamment la recherche de meilleures opportunités de formation et d'emploi. Il «doit permettre aux institutions d'enseignement supérieur d'être vus, également aux institutions d'enseignement technique d'être présents et de faire passer leurs messages à destination de leurs publics. Il devra surtout permettre de refléter les réalités pédagogiques et professionnelles dans les différents campus de Guinée, mais aussi de l'étranger», a-t-il évalué. Pendant ces 3 jours, des conférences et débats ont été animés pour permettre eux élèves et étudiants d'avoir une meilleure orientation et des modèles pour réussir. Il a réuni élèves, étudiants et encadreurs du système éducatif guinéen.

Par Mady Bangoura

Sur le coup, le Vice-recteur de Sonfonia décède

Par deux fois, l'ouverture de la 1^{re} édition du **Forum de l'étudiant guinéen** a été interrompue jeudi 1^{er} juin 2017 au Palais du peuple, à Conakry. D'abord, pour la première fois, c'est lorsque le recteur de l'université Gamal Abdel Nasser de Conakry, le **Dr Doussou Lanciné Traoré** a eu un malaise dans la salle, avant d'être évacué de là. Ensuite, le Vice-recteur chargé des études à l'université Général Lansana Conté de Sonfonia, le **Pr Abdoulaye Touré** (sur notre photo) a, lui aussi, ressenti un malaise. Sorti d'urgence de la salle, il ne s'en sortira pas, parce qu'il rendra l'âme les minutes qui ont suivi. Il a été inhumé le lendemain vendredi 2 juin 2017 dans son Forécariah natal. ■



"... donner à chaque étudiant guinéen la possibilité d'étudier en toute sérénité."



Un Etudiant ! Une Tablette

Ceci est un visuel du projet «Un étudiant, une tablette», qui fait polémique. Photo: DR

La colère noire du Professeur contre les étudiants "mal éduqués"

Venu présider l'ouverture de la 1^{re} édition du **Forum de l'étudiant guinéen**, le chef de l'Etat s'est laissé emporter par une colère noire jeudi 1^{er} juin 2017 au Palais du peuple. Là, c'est l'intervention du président de la République qui aura indigné plus d'un étudiant venu prendre part à la cérémonie. Attendu de plain pied par les étudiants unis comme un seul homme, Alpha Condé a été accueilli en fanfare avec des cris et des réclamations à l'allure de : «tablettes, tablettes!!!» Comme pour rappeler au chef de l'Etat ses promesses de doter chaque étudiant guinéen de cet outil indispensable à leurs recherches par ces temps du système LMD. L'ultime péché que les étudiants ne devraient commettre. C'est alors que le président Condé s'est saisi du micro pour s'excuser auprès des représentants des missions diplomatiques et consulaires accréditées au pays, avant de s'occuper personnellement de ses détracteurs. «A vous, venus de loin, les diplomates, je voudrais d'abord vous présenter mes excuses du comportement indélicat de ces gens qui ne représentent pas la jeunesse guinéenne», a déclaré d'emblée Alpha Condé à ses nombreux hôtes. Aux étudiants, le président de la République ne cache point sa colère. «J'ai été étudiant avant vous. Nous avons rendu l'Afrique fière de nous. On

suspend donc les tablettes jusqu'à nouvel ordre. Ce n'est pas un droit. C'est une mesure. Et ces syndicalistes étudiants, vous pouvez impressionner vos professeurs, vos ministres. Moi, vous ne m'impressionnez pas.

pas de tablettes à votre disposition. Ce n'est pas un droit. Même en France, aux Etats-Unis, on n'a pas distribué de tablettes. C'est notre volonté. Vous êtes indignes de cela. Donc, pour le moment, on



Après le chahut, le forum de l'étudiant a continué de plus belle. Photo: DR.

Vous pouvez sauter et crier jusqu'à demain, ça ne me fait ni chaud, ni froid», a-t-il fait savoir, furieux, avant d'enfoncer le clou. «Ceux qui crient montrent seulement qu'ils sont mal élevés, mal éduqués. C'est tout ! On va vous apprendre à être des étudiants responsables, parce que vous n'êtes pas dignes de cela. Donc, pour le moment, on ne mettra

suspend les tablettes jusqu'à nouvel ordre». Après ces propos du chef de l'Etat, chacun s'est frayé un chemin pour regagner le domicile avec une déception qui ne dit pas son nom. Le Forum s'est poursuivi les jours suivants.

Par Mady Bangoura

Affaire Sextape La justice décerne un mandat d'arrêt contre... Nènèn Bobo

Le feuilleton judiciaire dans l'affaire sextape continue. Selon les déclarations de **Fanta Mama Chérif** qui aurait expédié pour la première fois la vidéo de la sextape mettant en exhibition **Makhou Keita** et **Nouha Conté**, la consigne était de la supprimer dès après l'avoir visionnée. Mais son amie du nom de **Nènèn Bobo**

n'aurait pas respecté la confidence. Elle aurait transféré la sextape à **Henriette Feindouno** qui vient d'écoper 10 mois de prison dont 8 assortis de sursis le 31 mai 2017. Fanta et Henriette sont appelées à sortir de prison de Coronthie pour passer le reste de leur condamnation dehors, mais la procédure suit son

cours normal. Les expertises réalisées sur les smartphones ont permis au tribunal de Kaloum d'avoir une piste sur cette **Nènèn Bobo** vivant actuellement aux Etats-Unis qui serait la quatrième personne ayant reçu la vidéo. Le tribunal a donc émis un mandat d'arrêt international contre elle. ■

La HAC sévit contre le journaliste Mohamed Mara et Les Grandes Gueules

Mohamed Mara, un des animateurs de l'émission *Les Grandes Gueules* de la radio *Espace FM*, est suspendu. C'est une décision prise par la Haute autorité de la Communication jeudi 1er juin 2017. L'instance régulatrice des médias guinéens motive sa décision par les propos malencontreux tenus par le journaliste dans l'émission du mardi 30 mai, au cours de laquelle il a dit que tous les enfants nés à partir 1968 dans les familles polygames sont des bâtards. La suspension qui a pris effet à compter du vendredi 2 juin, s'étendra jusqu'au samedi 1er juillet 2017 inclusivement, soit un mois sans exercice de la fonction de journaliste dans toutes les entreprises de presse en Guinée. L'institution suspend également l'émission *Les Grandes Gueules* pour une période

allant du 5 au 9 juin inclusivement. Cette mesure de la HAC intervient alors que Mara et ses collègues de l'émission venaient

de réaliser une rétentissante tournée en Guinée forestière sous le label *Les Grandes Gueules Tour 2017*. ■



Mohamed Mara (les bras croisés), pendant Les GG Tour 2017, en compagnie de ses collègues Lamine Guirassy et Tamba Zackarie Millimouno. Photo: DR.

Isto Keira, récipiendaire de la médaille du CIO

En reconnaissance de ses nombreuses œuvres dans le développement et la promotion du sport de la culture, le lauréat a reçu une haute distinction vendredi 26 mai 2017 à Conakry. Cette récompense est le signe du travail colossal abattu par **Fodéba Isto Keira** pour la renaissance des activités liées au phénomène de transformation positive de la culture continentale. L'homme prend toujours quelque part un aspect de son homonyme. Et Fodéba Isto Keira porte en réalité le nom du ministre **Fodéba Keita** fondateur des *Ballets Africains de Guinée*. Il sera plus tard ministre de la Défense nationale et de la sécurité du premier président de la République de Guinée **Ahmed Sékou Touré**. Au début des années 50, Fodéba Keita s'était déjà illustré dans l'écriture (...). Très grand de taille comme son homonyme avec une allure majestueuse, Isto a quelques signes particuliers de Fodéba Keita.

Karim Keira, le père biologique d'Isto Keira, a été longtemps directeur de cabinet du ministre Fodéba Keita. Plus tard, Karim Keira sera ministre de l'Intérieur du président Sékou Touré. Mais Fodéba Keita avait déjà été emporté par le complot dit Kaman-Fodéba. Comme seul Dieu sait le faire, Isto Keira est aujourd'hui secrétaire général du ministère de la Culture des sports et du patrimoine historique.

À l'exception du ministre tous les cadres actuels de ce département ont été directement ou indirectement promus par Isto Keira qui connaît en profondeur l'intérieur du département, les hommes et leurs compétences. La promotion faite par le Comité international olympique (CIO) est une reconnaissance absolue de la compétence nationale et de l'expertise de notre pays en la matière. Pur produit de l'université guinéenne, Fodéba Isto Keira a gravi tous les échelons dans le privé et dans le public par sa participation remarquable au show-biz qui a mis sur orbite les artistes guinéens évoluant en solo sur le marché international de musique. Beaucoup d'aspects de la célébrité de Fodéba Keita se retrouvent en Isto Keira comme s'il était son propre fils. Pour ceux qui ont connu Karim Keira, le père de Fodéba Isto Keira, plus Isto avance en âge,

plus il ressort le visage de son père Karim Keira qui avait aussi le crâne rasé dans une ressemblance comme deux gouttes d'eau. Fodéba Isto, comme son père et son homonyme, a été également ministre de la République. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter à ce cadre guinéen la grande célébrité de son père et de son homonyme. Souhaitons aussi que plusieurs Isto arrivent dans le sillage de l'administration pour relancer au meilleur niveau notre pays qui se doit de réussir le virage important du développement au sens large du terme pour le bonheur des guinéens sans distinction aucune.

Par Ibrahima Diallo
 DG Radio liberté fm.



Les ministre Siaka Barry et Kiri Bangoura, Isto Keira et Antonio Souaré, à la réception de la médaille du CIO. Photo: DR.

Mariama Soumah, présumée lesbienne en fuite

Cette jeune fille âgée de 23 ans est portée disparue depuis plus de 2 mois. Soupçonnée de pratique lesbienne, **Mariama Soumah** était dans le collimateur des responsables de son quartier et de la Police des mœurs. Elle est aujourd'hui introuvable et cette absence prolongée inquiète parents et proches.

Mais que s'est-il réellement passé ? Comment a-t-elle pu échapper aux autorités et à la sécurité ? Les faits remontent au mois de mars 2017, lorsque ses détracteurs ont remarqué que les fréquentations de cette jeune fille se multipliaient auprès des joueuses de football. Pour beaucoup de personnes, ces filles sportives forment un réseau de lesbiennes. Donc, quiconque les fréquente, est supposé être membre du réseau.

Ainsi, par ses fréquentations assidues aux côtés de ces filles athlètes, Mariama Soumah est d'office vue comme homosexuelle. Ce qui, évidemment, n'est pas du goût des habitants du quartier Téminetaye, un faubourg de Conakry, dans la commune de Kaloum.

Un quartier précaire peuplé de 99% de musulmans et qui abrite 2 grandes mosquées.

Sous la pression des religieux et autres sages, qui voyaient très mal le comportement de la jeune fille détestée, le président du conseil du quartier de Téminetaye porte plainte contre elle au commissariat urbain de Coronthie, (le Commissariat le plus proche) pour comportement déviant. C'était le 3 mars 2017.

Pour le plaignant, Mariama Soumah est une lesbienne. Un acte prohibé et immoral. Pour qui connaît la société guinéenne, être homosexuel, c'est synonyme de rejet.

Pendant que la police analysait profondément la plainte afin de démanteler l'éventuel réseau, des jeunes impatients surexcités et conditionnés se transportent matinalement au domicile de la jeune fille pour l'agresser. La scène se passe le 6 mars 2017, soit trois jours après le dépôt de la plainte à la police.

Molestée et copieusement frappée, Mariama Soumah est blessée, son nez cassé. Elle doit son salut à l'intervention de certains sportifs du quartier qui l'ont côtoyée.

À sa sortie de l'hôpital Ignace Denn, Mariama Soumah porte plainte contre le président du conseil de quartier de Téminetaye comme principal commanditaire et complice d'agression ponctuée de coups et blessures. Hélas ! C'était mal connaître les réalités de la



Victime de stigmatisation, elle est introuvable à Témitaye. Photo: DR.

société guinéenne où la requête d'un pauvre citoyen ne prospère jamais devant une quelconque autorité. Pis, il est difficile, voire impossible de bénéficier d'une protection, quand on est taxé de pratiques du genre. Les préjugés ont la vie dure, mais Mariama tient à sa nouvelle orientation sexuelle. Pour savoir d'ailleurs pourquoi la police n'a pas été convoquée et entendue. Cependant, le commissariat a tenu à préciser qu'une convocation a été envoyée à la mise en cause, sous couvert du chef de quartier et ce, conformément à la procédure.

Toutefois, ladite convocation a été émise le 20 mars dernier. Mais l'intéressée ne s'est pas présentée. Et depuis, Mariama Soumah est introuvable et injoignable au téléphone. Aux dires de ses proches, Mariama est fragilisée par la pression, le stress et les menaces des responsables du quartier et celles de la police mise à ses trousses.

Aujourd'hui, malgré les multiples recherches, la destination de Mariama Soumah reste inconnue. La Police s'active actuellement à la retrouver. Malheureusement pour elle, jusqu'ici, aucune voix ne s'est levée pour protester contre l'acharnement dont elle est victime.

Moustapha Diakité



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE

